

NON AUX EXPULSIONS

Depuis près d'un an, quelques familles se sont installées au **88 rue Anatole France a Villeurbanne**.

Ils vivent à Villeurbanne depuis quelques années, les enfants vont à l'école, et les parents tentent tant bien que mal de trouver du travail. Malgré le grand nombre de démarches effectuées dans tous les services ils n'ont jamais pu accéder à un logement. Expulsés du « camp de la soie » ou du « ministère de la crise du logement » une solution leur a été promise leur avait promis une solution qu'ils attendent toujours. Le propriétaire du bâtiment vit à l'étranger et, depuis 20 ans, a laissé les lieux vides, il n'a pas lancé de procédure d'expulsion et n'a même pas manifesté une volonté de récupérer son bien.

Pour autant, période politique oblige, préfecture et mairie se sont réunies pour ce qu'elles appellent une « gestion de crise ». La décision a été rapide, montrer que le bâtiment est dangereux pour ses occupants afin de pouvoir les expulser en gardant la tête haute. La rue pour des marmots est-elle plus sécurisante ? Cela visiblement ne suffisait pas elles ont envoyé à chacun(e) une Obligation de Quitter le Territoire Français.

Cette situation est un exemple révélateur de la façon dont on gère la pauvreté dans notre pays. Devant la crise du logement les démolitions et les expulsions continuent, les aides sont diminuées et les charges augmentées. De nouvelles commissions, de nouveaux noms, pour un dispositif toujours aussi stérile.

Pour l'accueil des ressortissants européens rien n'est prévu, aucune aide, à part des experts gouvernementaux qui s'acharnent à trouver des solutions pour bloquer l'accès au travail et à la liberté de circulation.

Ainsi une seule machine fonctionne, c'est celle qui sert à expulser, elles recommencent le 15 mars pour ceux qui n'ont pas réussi à payer leurs loyers.

Pour autant les solutions existent préfecture et mairie ont la capacité de mettre à disposition les logements vides. **La mairie a privilégié l'expulsion plutôt que de s'engager dans une réelle démarche de relogement pour les occupants du 88. C'est pourquoi nous vous appelons à venir nombreux pour nous soutenir et demander :**

- **L'annulation des OQTF et l'arrêt immédiat des expulsions**
- **L'annulation des arrêtés de péril sans raisons et sans solutions**
- **Pas d'expulsions sans relogement, accès au logement pour tous.**

MANIFESTATION
LE 16 MARS A 14H
PLACE DU MARCHÉ GRATTE CIEL